

JUGEMENT  
N° 087/19/CJ/SI/TCC  
DU 11 OCTOBRE 2019  
-----

**RÔLE GENERAL**  
**BJ/TCC/2018/0702**

**REPUBLIQUE DU BENIN**

**TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU**

**CHAMBRE DE JUGEMENT DE LA SECTION I**

LANTONKPODE  
Venant Mamert  
(Tagnon Senouwa Brice  
ZINZINDOHOUE)

C/

LANTONKPODE Emile  
Maxime  
(Maître Gervais HOUETETE)

PRESIDENT : **William KODJOH-KPAKPASSOU**

JUGES CONSULAIRES : **François AKOUTA et Cyprien TOZO**

MINISTERE PUBLIC : **Mario METONOU**

GREFFIER : **Jacques HOUEGBE**

DEBATS : Le 15 mars 2019

Jugement contradictoire, en matière commerciale et en dernier  
ressort, prononcé le 11 octobre 2019.

**LES PARTIES EN CAUSE**

**OBJET : Paiement**

**DEMANDEUR:**

**LANTONKPODE Venant Mamert**, Commerçant, de nationalité  
béninoise, demeurant et domicilié à Abomey-Calavi, assisté de  
Maître Tagnon Senouwa Brice ZINZINDOHOUE, Avocat à la  
Cour ;

**D'UNE PART**

**DEFENDEUR:**

**LANTONKPODE Emile Maxime**, Mécanicien diéséliste, de  
nationalité béninoise, demeurant et domicilié à Abomey-Calavi,  
lieudit Aïtchédji, assisté de Maître Gervais HOUETETE, Avocat à  
la Cour ;

**D'AUTRE PART**

## LE TRIBUNAL

Pour obtenir le paiement de la somme de cinq millions (5.000.000) de francs CFA dont il s'estime créancier de LANTONKPODE Venant Mamert dans le cadre de relations commerciales, son frère LANTONKPODE Emile Maxime lui a adressé une sommation de payer par exploit du 07 novembre 2018 ;

En réaction, LANTONKPODE Venant Mamert a formé opposition par exploit du 14 novembre 2018 comportant assignation à LANTONKPODE E. Maxime de comparaître devant le tribunal de commerce de Cotonou ;

Il demande au tribunal de dire qu'il n'est pas débiteur de LANTONKPODE E. Maxime et de condamner ce dernier à lui payer la somme de cinq millions (5.000.000) de francs CFA à titre de dommages-intérêts pour abus du droit d'agir ;

LANTONKPODE Venant Mamert demande en outre, au tribunal, d'assortir la présente décision de l'exécution provisoire sur minute ;

A l'occasion des débats devant le tribunal, LANTONKPODE Venant Mamert a déclaré que son frère lui avait remis cinq millions de francs CFA résultant de la vente d'une parcelle, desquels il a repris un million six cent soixante mille (1.660.000) FCFA ;

Qu'il reste lui devoir la somme de trois millions trois cent quarante mille (3.340.000) FCFA qu'il n'est pas en mesure de payer dans l'immédiat et sollicite un délai de grâce de douze (12) mois ;

En réplique, LANTONKPODE E. Maxime sollicite la condamnation de LANTONKPODE Venant Mamert

à lui payer, au principal cinq millions de francs CFA, au subsidiaire trois millions six cents mille (3.600.000) FCFA qu'il reconnaît avoir gardé par devers lui ;

LANTONKPODE E. Maxime prie également le tribunal d'assortir la présente décision de l'exécution provisoire ;

### **SUR LES DEMANDES EN PAIEMENT**

Attendu que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites et doivent être exécutées de bonne foi ;

Que quiconque s'oblige, doit être contraint à honorer ses engagements, en cas de défaillance ;

Attendu que devant le tribunal, les frères LANTONKPODE ont fourni des explications sur le différend qui les oppose, d'où il est résulté que LANTONKPODE Venant Mamert reconnaît devoir à LANTONKPODE E. Maxime à titre de solde la somme de trois millions trois cent quarante mille (3.340.000) FCFA sur les cinq millions de francs CFA qui lui avaient été remis ;

Que LANTONKPODE E. Maxime reconnaît quant à lui avoir repris un million six cent soixante mille (1.660.000) FCFA chez son frère, d'où le reliquat susdit ;

Qu'au regard de ces éléments constants du dossier, il convient de condamner LANTONKPODE Venant Mamert à payer au défendeur la somme de trois millions trois cent quarante mille (3.340.000) FCFA, en principal et, par voie de conséquence, de rejeter sa demande en dommages-intérêts pour abus de droit ;

Attendu, par ailleurs, que le délai de grâce sollicité par le demandeur mérite d'être accueilli, au regard de ses difficultés de paiement qu'il justifiées à la barre du tribunal ;

Qu'il convient cependant de limiter le délai de grâce à six (06) mois en considération des besoins légitimes de remboursement de sa créance exprimés par le défendeur pour faire face à ses propres engagements ;

Attendu, s'agissant de la demande aux fins d'exécution provisoire sur minute, il y a lieu de relever que l'intérêt du présent litige est inférieur au taux du ressort en matière commerciale qui est de cinq millions (5.000.000) de francs CFA, en application de l'article 51.1 de la loi n° 2016-15 du 28 juillet 2016 modifiant et complétant la loi 2001-37 du 27 août 2002 portant organisation judiciaire en République du Bénin, de sorte que la présente décision est rendue en dernier ressort et emporte exécution forcée ;

Que la demande d'exécution provisoire est donc superfétatoire ;

### **PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en dernier ressort ;

En la forme, reçoit LANTONKPODE Venant Mamert en son action ;

Au fond, le condamne à payer à LANTONKPODE Emile Maxime la somme de trois millions trois cent quarante mille (3.340.000) FCFA ;

Accorde à LANTONKPODE Venant Mamert un délai de grâce de six (06) mois pour payer sa dette ;

Déboute LANTONKPODE Venant Mamert du  
surplus de ses demandes ;

Le condamne aux dépens.

**Ont signé**

**LE GREFFIER**

**LE PRESIDENT**